



Compte rendu Comité citoyen du 1^{er} octobre 2022

9h30h-14h secours catholique Campredon - **Caisse alimentaire commune**

38 habitants- participants et 10 animateurs du collectif TAV

Les habitants sont issus d'une dizaine de quartiers différents + communes de la Métropole

Une dizaine de personnes sont à priori concernés par la précarité alimentaire.

Objectif(s) de la séance :

Moment de convivialité pour fédérer tout le monde autour du projet. Rencontre entre participants de la caisse, que tout le monde puisse s'identifier. Différents ateliers pour voir les connaissances de chacun sur le sujet. Pouvoir avoir la vision de chacun concernant la caisse alimentaire commune autour de différents thèmes animés par des animateurs (20 min par thème).

Ateliers à thèmes :

- 1- les citoyens-mangeurs (Estelle)
- 2- le conventionnement des produits et lieu de distribution (Mathilde et Thomas)
- 3- les producteurs (Clara et Marco)
- 4- l'expérimentation (Pauline)
- 5- la caisse (Seb)

1) Les citoyens-mangeurs

Questionnement autour de “qui la caisse alimentaire peut toucher, qui peut en être bénéficiaire?”

Quand on demande qui sont les mangeurs concernés par la caisse alimentaire commune, les participants ont répondu « Tout ceux qui mangent ». Pour eux, cela doit être ouvert à tous mais le but premier est quand même de toucher ceux qui sont le plus impactés par la précarité (tous plutôt unanime). Certains ont dit qu'ils n'étaient pas d'accord avec le fait que les riches puissent y accéder mais pour d'autres justement ça permet de casser l'image d'assistanat, c'est donc bien de mélanger.

D'autres disent qu'il ne faut pas sélectionner mais déjà voir qui est intéressé par le projet avant d'en éliminer certains. « **L'idée de sélection elle m'irrite** ». Tout le monde est unanime sur le fait qu'il faille privilégier les personnes en situation de précarité (famille mono-parentale ou nombreuses) (ces personnes doivent constituer la plus grosse partie du comité) mais il faut l'ouvrir à tout le monde, sans restrictions.

Il est ressorti que le plus simple était d'aller chercher des futurs participants directement dans les assos, les assos savent potentiellement qui peut être intéressé par l'expérimentation.

Comment fixer le montant de la cotisation ? Il est ressorti qu'il était assez malvenu de demander les ressources des familles bénéficiaires du projet « Ultra intrusif de demander les ressources, très violent ». Il a alors été mentionné l'idée de « coefficient CAF » qui fonctionne déjà dans beaucoup d'assos ou encore du « reste à vivre », à creuser.. Établir une liste d'arguments pour expliquer **l'intérêt de cotiser + pour les plus solvables et l'intérêt de la caisse pour les personnes en précarité.**

La culture rentre dans la dimension du choix des plats, tout le monde ne cuisine pas de la même manière ni avec les mêmes produits, prendre ceci en compte. La place des **enfants** est elle aussi assez essentielle dans la discussion, ce sont eux les premiers touchés. C'est plutôt délicat de satisfaire les besoins/envies des enfants notamment concernant la consommation de fruits et légumes.

2) Conventonnement des produits et lieu(x) de distribution(s)

Connaissance du **terme conventonnement assez confus** pour certains. Et d'autres qui avaient plutôt compris à quoi on faisait référence mais sans savoir **concrètement comment ça allait se passer.**

Il ressort ici aussi le besoin d'être accompagné pour faire la part des choses concernant le choix des produits. Est-ce que tous les produits devront être conventionnés ? (alimentaires, hygiènes, ménagers). Comment en définir la qualité, quelle est la place des produits issus de l'agriculture biologique, de circuits-courts, des produits de la grande distribution. Envie de réfléchir au-delà de la qualité des produits au type de circuit qu'on souhaite conventionner : avec parfois l'envie

de servir des circuits classiques de grandes surfaces... et parfois l'inverse avec une grande interrogation sur le **côté pragmatique des lieux de distributions (si le système n'est pas assez pratique, les gens vont sortir du projet)**. Pour toucher plus de monde il est peut-être nécessaire d'avoir recours à la **grande distribution** mais cela dénaturerait le projet de base d'une caisse alimentaire qui vise les produits de proximité, bios, sains etc..

Il a été noté qu'il était probablement plus facile de réfléchir pour les produits locaux/frais et plus compliqué pour les productions plus éloignées (céréales, huiles, etc). Notamment le problème des difficultés de conventionnement avec des producteurs ou fournisseurs loin géographiquement (ex: Sicile).

Questionnement pour les personnes susceptibles d'utiliser la caisse à la Cagette, est ce qu'ils devront devenir adhérents ?

La question du contrôle aussi de ce conventionnement a été plusieurs fois soulignée : **comment vérifier que la caisse sert bien à acheter ce qui sera défini, et avec l'inquiétude d'avoir des produits finalement pas de qualités. Qui est le garant ?**

Comment les **producteurs** participent-ils au conventionnement ?

Il a été souligné aussi la nécessité d'une **entité juridique de ce conventionnement**, à plusieurs reprises.

Dans l'idéal **il faut que tous les quartiers puissent avoir un lieu de « référence »** pour y faire ses achats, ne pas avoir à traverser la ville pour se les procurer. Il faut faciliter l'accès aux membres de la caisse. Il faudrait que dans chaque lieux de distributions il y ait du choix pour éviter de devoir se rendre dans plusieurs lieux de distributions.

3) Producteurs :

Beaucoup de questionnements autour de comment on va choisir les producteurs,

Certains plébiscitent une **proximité immédiate** entre mangeurs et producteurs sans forcément passer par un intermédiaire. « Court-circuiter tous les intermédiaires (magasins, transports, etc.) » pour une meilleure transparence et pour permettre aux producteurs d'écouler leur production à un meilleur tarif pour eux et pour créer du lien avec eux. Ceci favorise l'accès à des produits frais, de qualités.. Établir une forme de solidarité avec les producteurs (aide pour la récolte des produits, se déplacer chercher les produits..). C'est **plutôt le local** qui est privilégié, plus que le bio même si la volonté de consommer des **produits sans pesticides** est forte.

On parle d'alimentation durable et proche du bio, en circuits courts mais pas forcément de la vente directe. Il peut y avoir des marchés. On cherche **des formes citoyennes, non lucratives**. Mais certains quartiers n'ont pas forcément de producteurs (ex : Boutonnet).

Souhait que l'apport des producteurs aille au-delà de la partie production, il faut qu'il y ait du sens. Ce qui est important, c'est la qualité et la dimension de l'**éthique** ; s'assurer de la considération des employés, de la façon de produire..

Réflexion sur les inconvénients de s'approvisionner directement avec le producteur ; comment et où récupérer les produits ? Faut-il une voiture pour s'y rendre ?

Interrogation aussi autour de qui va assurer **la médiation** entre les mangeurs et les producteurs, il faut que l'**information circule bien**. Est-ce que ça fait partie du rôle des membres de la caisse de démarcher les producteurs ? **Et est-ce que les producteurs jouent un rôle sur la caisse, ont-ils un pouvoir décisionnaire dans la gouvernance de la caisse et comment leur donner du pouvoir** (tenant compte du faible temps qu'ils peuvent y accorder sachant que leur métier est prenant) ?

Idée de faire intervenir une **nutritionniste** pour informer comment avoir une alimentation saine et de qualité, quels produits sont à privilégier et ce qui ne l'est pas. Mais il ne faut pas empêcher une certaine liberté de choix, **ne pas dicter** à chacun ce qu'il doit manger, approche bienveillante. Il faut choisir l'alimentation qu'on veut, mais ne pas aller trop loin dans la réflexion pour ne pas être noyé. Rester à une échelle pour que chacun.e s'y retrouve.

Comment **trouver d'autres outils que ceux qui reproduisent les inégalités** (autre monnaie ?) Le producteur ne va pas donner sa production. Mais pourquoi il utiliserait une monnaie qu'il ne pourrait pas dépenser ailleurs ?

Si c'est difficile de directement s'approvisionner aux producteurs alors continuer de passer par les systèmes conventionnés comme les épiceries solidaires, la cagette, l'esperluette.. puisqu'elles travaillent déjà avec producteurs. **Pourquoi re-démarcher des gens ?**

Volonté importante d'**éclaircir le rôle des producteurs**. Il faut aussi que ces derniers acceptent d'utiliser la monnaie locale, cela peut être une contrainte pour eux.

4) Caisse :

« La caisse commune c'est un pot commun pour un système de solidarité dont on maîtrise les règles ». Définition de ce que signifie la notion de « caisse commune » : évoque la sécurité sociale, la cotisation, la redistribution, les bons d'achats. Volonté importante de **ne pas retomber dans des systèmes d'aides alimentaires classiques et de s'en éloigner**.

Concernant les règles de cotisations ; chacun paye ce qu'il peut. Ça pourrait être que du volontariat, bénévolat basé sur la perception de chacun pour contribuer, ou alors sur critère obligatoire. C'est le comité citoyen qui va établir toutes ces règles. Il y a une volonté générale de favoriser l'accès à une alimentation digne pour tout le monde et ceci permettra également de **donner le même poids à tous les membres de la caisse et éviter les stigmatisations**. Il faut **rendre invisible les personnes les plus en situation de précarité** (les plus demandeurs).

Comment faire en sorte **que les plus riches cotisent plus** et surtout acceptent de plus cotiser ?
Sous forme d'un engagement moral ?

Doute sur l'efficacité d'une caisse au niveau local. Comment faire pour que le système de caisse soit viable ? Où en sont les financements ? Et comment faire pour aller vers une conception plus globale ?

Les membres du comité sont plutôt rassurés de savoir qu'il y a des fonds publics et privés et que les personnes les plus aisées cotisent plus. **Grâce aux subventions, on peut éviter les pleines cotisations (à 100%).**

Est-ce que les entreprises peuvent investir dans la caisse ? Devenir partenaires ? Idées de proposer aux salariés de ces entreprises partenaires de faire partie de la caisse.

Interrogations autour du fonctionnement de la monnaie la Graine, principe de fonctionnement. Comment on va utiliser cette monnaie, **faut-il nécessairement posséder un smartphone ? N'y a-t-il pas d'autres options ? Existents-ils déjà d'autres expérimentations sur lesquelles s'appuyer ?**

5) Expérimentation Territoires à VivreS (Pauline)

Présentation de l'expérimentation nationale Territoires à VivreS et des partenaires qui l'ont porté : FR CIVAM, réseau VRAC, Secours Catholique, UGESS, réseau Cocagne.

Très peu de gens connaissent le contexte national de TAV et tous sont intéressés pour le connaître (le cadre du projet). **Les personnes trouvent que la dimension nationale est intéressante** pour porter les résultats de l'expérimentation au national.

Peur que l'expérimentation soit trop petite pour réellement peser dans les débats

Doute sur le fait de pouvoir réellement commencer à utiliser la monnaie en janvier (les délais sont courts).

Certains sont sceptiques sur la capacité de l'expérimentation à faire changer les choses et en même temps reconnaissance de l'importance des initiatives citoyennes pour faire bouger.

La **coopération multi-acteurs** est perçue comme très importante.

Est-ce que l'expérimentation pourrait permettre d'aider les producteurs à produire ? (main d'oeuvre bénévole).

Une personne pense que la monnaie locale n'est pas une bonne idée car c'est la même chose que l'euro (c'est pas anti-capitaliste). Il propose la June (cryptomonnaie). Pour lui on ne devrait pas être autant lié aux institutions et à l'état.

